

Embargo  
Vendredi 3 septembre 2004  
11.00 heures



## Communiqué de presse

### **La « Journée de l'économie » sous le signe de l'innovation**

Assemblée annuelle de la Fédération des entreprises suisses

**La 6e « Journée de l'économie » organisée par economiesuisse a été consacrée au thème de l'innovation. Dans son allocution présidentielle, Ueli Forster a appelé de ses vœux une politique économique favorisant la croissance par l'innovation. Une telle politique ne passe pas par une offensive étatique en matière d'innovation, mais nécessite une main-d'œuvre qualifiée et des conditions-cadre institutionnelles les meilleures possibles. L'orateur invité, Franz B. Humer, président du conseil d'administration de Roche Holding SA, a relevé que la concurrence internationale entre sites tend à se déplacer du domaine des prix vers celui de l'innovation. Notre pays demeure attrayant pour l'industrie de la recherche pour autant que les entreprises puissent toujours opérer les changements nécessaires avec rapidité et souplesse et que l'on accorde la priorité absolue à la question de la protection par les brevets.**

#### **Pas d'offensive étatique sur le front de l'innovation**

En termes de productivité du travail et de croissance économique, la Suisse est régulièrement lanterne rouge en comparaison internationale, alors qu'en matière d'innovation, les entreprises suisses se situent paradoxalement dans le groupe de tête dans les enquêtes du KOF de l'EPFZ, a rappelé Ueli Forster. Il en déduit que les innovations à très forte valeur ajoutée et créatrices de croissance ne viennent peut-être plus du tout de Suisse, mais de l'étranger, d'où elles sont commercialisées. Ce fait met en évidence la nécessité d'avoir une politique de croissance cohérente. Mais M. Forster a parallèlement fait valoir que les succès technologiques ne se remportent pas à coup d'encouragements étatiques, ni de promotions des « technologies d'avenir », ni par des projets soigneusement sélectionnés. Ce dont les entreprises suisses ont bien plutôt besoin, surtout celles à forte intensité de savoir et de capital humain, c'est de travailleurs qualifiés et de conditions-cadre institutionnelles encourageant les performances et autorisant la flexibilité. Plusieurs facteurs exercent une influence déterminante sur la capacité d'une place

économique à innover, a-t-il relevé, en mentionnant la politique économique, un système fiscal raisonnable et la qualité de la politique de formation et de recherche.

### **Absence de concurrence dans le système de formation et de recherche**

Le succès de la politique de formation et de recherche est trop souvent mesuré en fonction des moyens mobilisés plutôt que de son efficacité, a souligné M. Forster. C'est la seule explication au fait que l'on débâte sans succès depuis cinq ans d'une structure moderne des hautes écoles, alors que des projets dans ce sens ont été présentés par le Conseil suisse de la science et de la technologie et par les milieux économiques. Il en va de même avec les entraves mises à la création de hautes écoles spécialisées privées et au manque de courage manifesté dans l'adaptation des taxes d'études à titre de financement complémentaire. On a beau parler constamment de concurrence dans la formation et la recherche, on n'a rien senti venir dans ce domaine à ce jour. Le président de la Fédération des entreprises suisses a insisté sur le fait que la politique doit se borner à fixer les principales conditions-cadre du système des hautes écoles, c'est-à-dire à réglementer l'accès aux écoles de différents niveaux, les taxes d'étude, la reconnaissance des diplômes, la garantie de la qualité et l'uniformité du financement afin de laisser aux hautes écoles la plus grande autonomie possible. A cet égard, le modèle qui aurait les plus grandes chances politiques serait un système de hautes écoles associant Confédération et cantons.

### **Une politique financière et fiscale innovante s'impose**

Ueli Forster a déclaré qu'il s'agissait de faire preuve d'esprit innovateur et de poser des jalons pour l'avenir en politique financière et fiscale aussi. La plupart des pays concurrents de l'OCDE s'efforcent d'adoucir leur climat fiscal pour attirer des entreprises et des investissements afin de créer des emplois. La Suisse ne doit pas rester à l'écart de ce mouvement. C'est la raison pour laquelle economiesuisse soutient la suppression de la double imposition économique des bénéfices distribués, s'engage en faveur d'une réforme de l'imposition des sociétés favorable à l'économie et réclame un certificat de salaire qui reste dans les limites du raisonnable. M. Forster estime qu'il y a beaucoup à faire en matière d'assainissement des finances fédérales.

En conclusion de son exposé, le président d'economiesuisse a affirmé qu'abandonner ou différer certaines réformes nécessaires engendrerait des coûts économiques élevés et entraînerait des pertes sensibles en termes d'emploi et de prospérité.

**Le site économique suisse confrontée à une concurrence grandissante**

En tant qu'orateur invité, Franz B. Humer, président du conseil d'administration de Roche Holding SA, a relevé que la Suisse est encore bonne dans le domaine de l'innovation, mais qu'elle est de plus en plus sous pression. Sur le plan international, la concurrence entre sites se déplace du domaine des prix vers celui de l'innovation, observe-t-il. On note un élément nouveau: la concurrence de la Chine, de l'Inde, de Singapour et d'Europe de l'Est s'accroît, même pour des travaux exigeants et des processus complexes tels la recherche et le développement. Pour pouvoir tirer leur épingle du jeu sur le marché mondial, les entreprises de la Suisse exportatrice devraient, au vu des coûts élevés du travail dans le pays, sans cesse créer et commercialiser des produits innovants à forte valeur ajoutée.

**La classe mondiale par l'innovation**

Pour M. Humer, dans la concurrence pharmaceutique à l'échelle mondiale, ce ne sont pas les coûts qui jouent le rôle primordial, mais plutôt la qualité des produits et leur part d'innovation. Le président de Roche a rappelé que l'industrie pharmaceutique avait beaucoup contribué à l'histoire des succès économiques de la Suisse. Il s'est dit très fier qu'au cours des dix dernières années la Suisse ait pu renforcer sa position dans ce secteur en termes de compétitivité, de capacité d'innovation dans la recherche, de création d'emplois et d'exportations pharmaceutiques. Dans d'autres pays européens, on considère le modèle suisse comme exemplaire en raison de l'équilibre qu'il réalise entre la politique de la santé et la politique industrielle. M. Humer se dit convaincu que notre pays a le potentiel nécessaire pour jouer un rôle de pionnier dans les domaines clés de l'avenir tels que la biotechnologie et les sciences de la vie.

**Maintenir des conditions-cadre libérales**

Roche entend se maintenir à la pointe au niveau mondial. C'est pourquoi elle a franchi quelques pas stratégiques ciblés pour devenir une entreprise spécialisée dans le domaine de la santé. Franz B. Humer a affirmé que la Suisse jouerait encore à l'avenir un rôle décisif en tant que site de recherche et de production et en tant que siège de la direction du groupe. Il en veut pour preuve le milliard et demi de francs, sur un total de cinq, investi cette année dans la recherche et le développement, au

bénéfice notamment de la région bâloise. La décision de créer un nouveau centre de production biotechnologique à Bâle va également dans ce sens.

Comme tout le marché qui l'entoure, Roche est en mutation permanente, ce qui exige des progrès constants. En Suisse, les entreprises peuvent mettre en œuvre des changements rapidement et avec souplesse. Il ne faut pas perdre cet atout, avertit Franz B. Humer. La protection de la propriété intellectuelle joue un rôle décisif pour l'avenir de l'innovation en Suisse, précise-t-il. La Suisse se doit d'être à la pointe dans ce domaine sur le plan international. Il ne faudrait pas que dans la révision de la loi sur les brevets qui s'annonce, la biotechnologie soit moins bien traitée qu'aux Etats-Unis. Si la pharmacie a été florissante en Europe, elle a pris un grand retard en raison d'une politique économique erronée.

Zurich, le 03.09.04

Pour toute question :  
economiesuisse, Fredy Müller, 079/352 61 59